

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

**Post-it Palestine n°11**

**BDS**

- International -

Date de mise en ligne : mercredi 30 décembre 2009

---

**Démocratie & Socialisme**

---

**L'acronyme peut induire en erreur, mais non, il ne s'agit pas d'une nouvelle version destinée à remplacer le freinage ABS, à moins qu'on ne veuille considérer ainsi un système, ou plus exactement une campagne civile internationale oeuvrant à freiner et à mettre fin à la manière éhontée dont l'État d'Israël traite les Palestiniens. B signifie Boycottage, D est là pour Désinvestissement, et S veut dire Sanctions.**

Cet appel, dont l'intitulé précis est « Appel de la Société Civile Palestinienne : Appel au Boycott, aux Sanctions et aux Retraits des Investissements contre Israël jusqu'à ce qu'il applique le Droit International et les Principes Universels des Droits de l'Homme », a été lancé le 9 juillet 2005 par 106 organisations de la société civile palestinienne, et peut être consulté en ligne à l'adresse [www.bdsmovement.net](http://www.bdsmovement.net).

Ainsi que l'explique Michel Warschawski, cet appel donne « l'occasion au mouvement international de solidarité d'associer la protestation contre l'occupation et la colonisation à une phase offensive où Israël se retrouve tenu de payer un prix pour ses violations systématiques du droit international ». [1] Une brochure réalisée par la CAPJO [2] Europalestine, « Le boycott d'Israël : Pourquoi ? Comment ? », rappelle : « Gaza, on n'oublie pas. La campagne internationale de boycott d'Israël pourrait se suffire d'une seule raison : le massacre organisé, prémédité, atroce, d'une population sans défense, prise au piège d'un blocus hermétique pendant trois semaines sanglantes ». Le blocus, qui, selon le droit international, constitue un acte de guerre, dure encore.

Naomi Klein s'indigne à juste titre : « Ça suffit. Cela a trop duré. Le temps du boycott est venu. La meilleure façon de faire cesser cette occupation sanglante est de cibler Israël avec le même type de mouvement que celui qui a mis fin à l'apartheid en Afrique du Sud. Les sanctions économiques représentent l'arme la plus efficace de l'arsenal de la non-violence : y renoncer frise la complicité active ». [3]

Et c'est là que les difficultés commencent. Chacun se souvient des déboires de Jean-Claude Willem, maire de Séclin (Nord) débouté par la Cour Européenne des Droits de l'Homme [4]. Ce qu'il faut en retenir, notamment pour les élus, c'est :

Qu'il est problématique (interdit) d'organiser un boycott officiel pour une collectivité locale.

Qu'il reste possible d'exprimer une opinion personnelle en appelant aux instances étatiques officielles de l'organiser, aux individus d'agir selon leur conscience.

La tâche n'est donc pas impossible. Les dirigeants sionistes de l'État israélien en sont conscients, et se lancent du coup dans une nouvelle manoeuvre qui vise à brouiller la traçabilité des produits exportés :

C'est ainsi que disparaît sur certains produits le début du code indiquant leur pays d'origine (729, pour les produits en provenance d'Israël).

Il est également impossible de déterminer ceux qui sont en provenance des territoires palestiniens occupés, et dont la commercialisation sous une appellation d'origine différente est parfaitement illégale. Leurs nationalisations européennes hâtives devraient pourtant se faire dresser les cheveux sur la tête des Besson et autres Hortefeux, non ? Il s'agit essentiellement de fleurs, fruits et légumes, ainsi que de cosmétiques. En cas de doute, il est recommandé de s'adresser au service des douanes.

Manoeuvres et menaces révèlent cependant, à leur corps défendant, l'efficacité de la campagne. La banque

hollandaise ASN Bank et le fonds de pension suédois AP7 ont ainsi mis Alstom et Veolia sur leur liste noire, en raison de leur implication dans la construction d'un tramway faisant allègrement fi du statut de Jérusalem-Est.

De nombreuses associations, ainsi que plusieurs organisations syndicales et politiques, y compris en France, se sont d'ores et déjà prononcées en faveur de la campagne BDS.

Le parti Socialiste, dont les principes s'opposent à toutes les discriminations, s'honorerait en se joignant à une campagne dont les fondements se situent sur exactement les mêmes principes [5].

### Philippe Lewandowski

---

[1] Michel Warschawski, *BDS et industrie de la paix : des voies qui s'excluent mutuellement*, [www.infopalestine.net](http://www.infopalestine.net), consulté le 6 décembre 2009.

[2] CAPJO : Coordination des Appels pour une Paix Juste au Proche-Orient. Site internet : [www.europalestine.com](http://www.europalestine.com).

[3] Naomi Klein, dans *The Guardian*, 10 janvier 2009, citée dans la brochure de la CAPJO.

[4] Voir l'article du site [www.enfantsdepalestine.org](http://www.enfantsdepalestine.org), consulté le 6 décembre 2009.

[5] Pour en savoir plus : [Campagne BDS France](http://Campagne BDS France) consulté le 6 décembre 2009.